

LE CHEF DE L'ÉTAT ABSENT DURANT LA CRISE DE TIGUENTOURINE

Silence troublant de Bouteflika

Le chef de l'Etat n'a fait aucune apparition publique durant toute la crise sécuritaire de Tiguentourine. Absent de la scène médiatique, Abdelaziz Bouteflika, qui a adressé hier ses encouragements à l'équipe nationale de football, a pourtant joué un rôle central puisqu'il est seul habilité à convoquer et à présider le Haut conseil de sécurité.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Où est donc Abdelaziz Bouteflika? Le président de la République a été le grand absent de la crise sécuritaire provoquée par la prise d'otages du complexe gazier de Tiguentourine.

La gravité de la situation imposait au président une présence continue pour deux raisons principales : rassurer l'opinion publique algérienne et afficher clairement à la communauté internationale la ferme détermination de l'Etat à gérer seule cette crise. Abdelaziz Bouteflika n'a fait ni déclarations, ni discours. Il ne s'est même pas rendu au chevet des premiers otages blessés pour s'enquérir de leur état de santé.

Une «tradition» respectée jusque-là par le chef de l'Etat, notamment lors des attentats terroristes de 2007 ou encore à l'occasion de catastrophes naturelles. Nous sommes donc très loin de la stratégie de communication adoptée par les respon-

sables politiques français, américains, britanniques et japonais. Dès le début de la prise d'otages, François Hollande, Laurent Fabius, Jean-Marc Ayrault, Barack Obama, Hillary Clinton, Leon Panetta, David Cameron, Philip Hammond et Shinzo Abe étaient au-devant de la scène médiatique.

Dans leurs déclarations, la plupart d'entre eux ont affirmé être en relation avec «les autorités algériennes», «le Premier ministre algérien» ou encore «le ministre des Affaires étrangères». Aucun n'a déclaré avoir des contacts directs avec le président de la République.

Hier, une information a fait état d'un discours que prononcerait Abdelaziz Bouteflika au cours de la journée. Sortie médiatique attendue en vain. Depuis mercredi, la communication institutionnelle a été assurée par trois ministres : Daho Ould Kablia, qui semble avoir traité la question avec une certaine «légèreté» ;



Abdelaziz Bouteflika.

Mohamed Saïd Oussaïd, appelé à la rescousse pour rectifier les déclarations de son collègue de l'intérieur ; Youcef Yousfi, chargé de rendre visite aux blessés à la clinique El Azhar. Ceci pour les aspects liés à la communication institutionnelle. Mais au vu de l'extrême gravité de la crise de

Tiguentourine, le rôle de Abdelaziz Bouteflika est bien plus important encore.

Le chef de l'Etat est en effet seul habilité à mettre en œuvre le processus de règlement du fait des prérogatives que lui confère la Constitution. «Outre les pouvoirs que lui confèrent expressé-

ment d'autres dispositions de la Constitution, le président de la République jouit des pouvoirs et prérogatives suivants : il est le chef suprême de toutes les Forces armées de la République ; il est responsable de la Défense nationale ; il arrête et conduit la politique extérieure de la nation», stipulent les trois premiers alinéas de l'article 77 de la loi fondamentale.

La gestion d'une crise multiforme comme celle de Tiguentourine ne peut être gérée qu'à travers la convocation du Haut conseil de sécurité. Cet organe consultatif est chargé de traiter les questions liées à la sécurité nationale du pays.

Selon notre confrère d'*El Watan*, cet organe a été convoqué dès le premier jour de la prise d'otages perpétrée par le groupe terroriste de Mokhtar Belmokhtar.

Le HCS étant présidé par le chef de l'Etat, les décisions relatives à l'intervention des unités de l'Armée populaire nationale ont donc été prises en toute souveraineté par Abdelaziz Bouteflika. Tout comme le refus de toute implication de forces militaires étrangères sur le sol algérien.

T. H.

CONTRIBUTION

Et si le pire n'avait pas été évité ?

Au moment où l'armée algérienne affrontait de dangereux terroristes islamistes à Tiguentourine, avec tout ce que cela comportait comme risques, des chaînes de télévision occidentales (FR5 et FR2) offraient leurs plateaux à «leurs chercheurs», «politologues» «spécialistes de l'islamisme», ainsi appelés par ceux-là mêmes qui les invitent. Rien d'inédit dans cela, serait-on en droit de me faire remarquer.

En effet, dès que l'on évoque l'Algérie, ce sont ces pseudo-chercheurs qui sont sollicités parce que l'on connaît leurs préjugés, leur parti-pris à l'égard de notre pays d'une manière générale et de l'armée algérienne en particulier. Cela étant, «les frères arabes» ne furent pas en reste. (Pas les miens, mais ceux auxquels nos gouvernants réservent à chacun de leurs passages sur notre sol un accueil chaleureux). Ils ont même fait mieux : la chaîne qatarie bien connue a donné la parole aux preneurs d'otages. Faut-il s'en étonner ? N'est-elle pas celle qui a permis durant les années sanglantes du terrorisme islamiste à des déserteurs de l'armée algérienne de s'exprimer ?

Tout ce petit monde donc, s'est fendu de commentaires fielleux et de déclarations irresponsables. Qu'on en juge : «C'est une totale confusion, l'armée a repris ses habitudes de répression et je crains (le «pôvre» !) que l'Algérie ne revienne aux années de guerre civile» (un invité «spécialiste» de France 5 «C'est dans l'air»).

«A la sauvagerie des jihadistes les autorités ont apporté la plus brutale des réponses» (*Libération* du 18 janvier 2013, interview d'un chercheur). (Peut-être aurait-il fallu inviter les preneurs d'otages à prendre un café dans la buvette de la base gazière ?) Ou encore cette énormité : «L'armée algérienne n'est pas formée pour ce type d'opération risquée» (*Libération* 18 janvier 2013, la même interview). Lorsqu'on n'est pas un stratège, un tacticien, en

un mot un militaire, a-t-on le droit et les capacités requises de dire des choses aussi insensées ? La réponse est évidemment non sauf si l'on s'octroie ce «droit» et cette «liberté» au nom de sa haine. Le mot sera-t-il qualifié d'excessif ? Je n'en trouve pas un autre pour décrire la hargne de ceux — et ils sont nombreux — qui rêvaient de voir l'Algérie devenir un Etat théocratique, n'étaient précisément la lutte sans répit de l'armée algérienne contre le terrorisme islamiste et la résistance des civils républicains.

C'est cela que les «pseudo-chercheurs» fidèles à leurs journaux et chaînes de télévision préférées ne pardonnent pas à notre armée. Ce sont les nostalgiques du «coup d'Etat» de 1992 pour dire arrêt salutaire du processus électoral.

Et lorsqu'on voit ce que sont devenus des pays voisins annonceurs de «printemps arabe», l'on ne peut que se féliciter de n'avoir pas eu à vivre cette saison plus proche de l'hiver que du printemps. Avec cette précision que la barbe, le kamis et le jilbab n'ont jamais embaumé la nature de parfums printaniers.

Et dans tout cela, il y a lieu de rappeler non pas une vérité mais plutôt une banalité : il est aisé d'être confortablement assis dans un plateau de chaîne télévisée et de deviser sur des choses aussi sérieuses qu'une prise d'otages en se croyant intelligent. L'armée algérienne, quant à elle, ne jouait pas jeudi soir. Elle a agi comme elle se devait de le faire à Tiguentourine : préserver la base gazière que les terroristes islamistes avaient décidé de faire exploser et sauver des vies.

De l'avis unanime d'experts étrangers et algériens rompus à la chose militaire, notre armée a parfaitement assumé son rôle et elle a fait ce qu'elle se devait de faire. Alors que lui reproche-t-on ? D'avoir agi ? Et si elle ne l'avait pas fait et que le pire serait arrivé qu'aurait-on dit ? Que l'armée était un corps d'incapables pour ce type d'opé-

ration terriblement risquée ? Des otages étrangers qui ont eu la vie sauve ont témoigné pour dire qu'ils avaient été impressionnés «par la qualité et la rapidité de l'intervention» (ce sont là leurs déclarations). Alors où réside donc le problème lorsqu'on sait combien ont été longues les heures d'angoisse à l'idée que le pire aurait pu arriver ? Le pire, évidemment, sur le plan économique mais aussi sur le plan international. Se souvient-on des reproches adressés à cette même armée en 1997-1998 lorsque les terroristes islamistes massacrèrent des populations de hameaux qui les avaient pourtant hébergés et aidés ? La mauvaise foi là encore avait fondé des «opinions», des «avis» et des «commentaires».

A Tiguentourine, l'armée avec fermeté et grâce à son expérience acquise dans le domaine de lutte antiterroriste, n'a pas attendu que le pire arrive. Il faut lui en savoir gré, car je n'ose même pas imaginer ce qui aurait pu arriver si elle n'était pas intervenue à temps. On peut certes regretter la mort d'otages.

Mais ce n'est pas l'ANP qui est responsable de ce dénouement tragique. Les seuls coupables et responsables sont les djihadistes qui ont, bien entendu, bénéficié de complicités, sans lesquelles ils n'auraient pas pu pénétrer à l'intérieur de la base. (Lire l'article de Mounir Boudjamaâ *Liberté* samedi 19 janvier «Révélations sur une attaque terroriste»).

Et plutôt de voir ces soldats algériens prêts à mourir pour sauver des vies, exposés à de dures critiques, l'on aurait préféré entendre ne serait-ce qu'un «merci». Un «merci» des nationaux mais aussi de pays comme les USA et la Grande-Bretagne qui ont déclaré regretter de n'avoir pas été informés de l'assaut. Auraient-ils oublié ce que souveraineté veut dire ? Nous considèrent-ils comme des petits tiers-mondistes incapables d'affronter des problèmes de sécurité touchant d'abord notre pays avant

Par Leïla Aslaoui

leurs ressortissants et leurs intérêts gaziers ? Pour quelles raisons ne demandent-ils jamais à Israël de les informer avant chacun de ses nombreux bombardements contre Ghaza ? Soyons sérieux et à la hauteur de ce qui s'est passé à In Amenas. Grâce à l'armée algérienne, le pire n'est pas arrivé. L'on se doit alors de prendre la pleine dimension du terrorisme islamiste lequel vient, une fois de plus, de démontrer qu'il ne connaît pas de frontières et peut frapper partout. Nous autres Algériens le savons depuis fort longtemps. Aussi est-ce de solidarité entre toutes les nations qu'il est fortement question aujourd'hui. Aujourd'hui plus qu'hier.

L'armée algérienne n'a besoin ni de reconnaissance, ni de félicitations encore moins de remerciements. Elle sait ce qu'elle a à faire. Elle le fait et elle le fait bien. Et il est lassant de voir certains lui demander de communiquer. Communiquer ou se justifier ? La question n'est pas dénuée de sens.

La prise d'otages par les djihadistes à Tiguentourine vient de prouver une énième fois que négocier et dialoguer avec l'extrémiste le plus fou est la pire des solutions. Car pas plus de pardon que l'impunité ne sont porteurs d'espoir avec des hommes tels que ceux de Tiguentourine prêts à tout faire exploser pour qu'on les «entende». Les politiques algériens changeront-ils de fusil d'épaule ou continueront-ils à penser que l'islamisme n'est qu'une question sécuritaire ? Quant à ceux qui continuent ici et sous d'autres cieux à développer une véritable névrose obsessionnelle à l'égard de l'ANP, il leur faudra sans doute augmenter leurs doses d'anxiolytiques, car l'ANP a encore de beaux jours devant elle et l'Histoire reconnaîtra un jour qu'à Tiguentourine, grâce à son intervention, le pire a été évité. Tout le reste n'est que paroles ... paroles ..., comme dit la chanson.

L. A.